

LES INVALIDES ET LES HANDICAPÉS

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour offrir mes félicitations les plus sincères et les plus chaleureuses à *The Disability Network* qui vient de remporter le premier prix «Partenaires à part entière» de l'ACTRA pour l'image positive des minorités visibles, audibles et handicapées qu'il a véhiculée dans des émissions radiophoniques et télévisées ainsi que dans des films canadiens.

Produit par la société Radio-Canada et le centre torontois de développement de l'autonomie dans les activités quotidiennes, ce magazine d'information à l'intention des personnes handicapées et d'autres minorités est diffusé le samedi après-midi.

Notre joie devant pareille réalisation ne doit pas nous faire perdre de vue que les Canadiens et Canadiennes handicapés sont confrontés à de nombreuses difficultés. *The Disability Network* met en lumière le fait que beaucoup des questions soulevées dans les rapports gouvernementaux ou dans ceux que présentent des organismes locaux tels que le conseil des services sociaux de la région de York, auteur du rapport intitulé *From Gaps to Option*, restent sans réponse.

Je suis d'avis que nous devons appliquer le principe de l'inclusion plutôt que celui de l'exclusion. J'exhorte donc le gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires pour favoriser la pleine intégration économique, sociale et culturelle des personnes handicapées au Canada.

* * *

LES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, dans plusieurs déclarations que j'ai faites récemment, j'ai demandé au gouvernement de continuer à faire preuve de leadership et de bonne gestion en limitant ses dépenses.

Dans le même ordre d'idées, j'ai lu dernièrement des faits intéressants qui ont été signalés par un sous-ministre. Combien de députés savent qu'Approvisionnement et Services Canada envoie chaque mois quelque 8,5 millions de dollars de chèques pour la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, le Régime de pensions du Canada et les allocations familiales?

Si chaque chèque coûte 39 cents au Trésor, cela fait environ 40 millions de dollars par an. Le gouvernement ne devrait-il pas envisager d'autres façons d'acheminer les chèques? Nous vivons à une époque de progrès technologiques. Il doit bien y avoir d'autres moyens plus

Article 31 du Règlement

efficaces et moins coûteux. Je pense au dépôt direct, par exemple.

À première vue, cela me paraît une façon de réduire nos dépenses et d'améliorer notre rendement global.

* * *

LE LOGEMENT

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, depuis que les conservateurs sont au pouvoir, les logements à prix raisonnable sont une denrée de plus en plus rare. Au Canada, 40 p. 100 des chefs de familles monoparentales élèvent leurs enfants dans des conditions d'habitation inacceptables.

Avec des taux d'intérêt excédant les 14 p. 100, seulement 270 000 personnes peuvent s'acheter une maison moyenne, comparativement à 475 000 il y a deux ans, lorsque les taux d'intérêt n'étaient que de 10 p. 100.

Non seulement le gouvernement n'a pas du tout tenu compte de la crise du logement, mais il l'a aggravée en proposant la TPS, en supprimant le programme PAREL et en réduisant de 175 millions de dollars le budget du logement social.

Le groupe de travail libéral sur le logement a publié lundi son rapport dans lequel il formule 25 recommandations à l'intention du gouvernement fédéral. Ce rapport encourage avant tout le gouvernement fédéral à agir, à faire preuve d'autorité et à collaborer avec les autres ordres de gouvernement et les groupes oeuvrant dans le domaine de l'habitation.

La réalisation d'un rêve national exige une orientation nationale. Le gouvernement fédéral doit absolument coordonner dès maintenant une stratégie nationale du logement en fournissant les fonds qui font cruellement défaut et en donnant une nouvelle orientation à la politique du logement.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lee Richardson (Calgary-Sud-Est): Monsieur le Président, j'ai assisté à des réunions dans ma circonscription le week-end dernier et à plusieurs autres occasions au cours des derniers mois, et les gens continuent de demander si les fabricants feront profiter les consommateurs des économies qu'ils réaliseront par suite de la suppression de la taxe de 13,5 p. 100 sur les ventes des fabricants.

Durant les audiences que le Comité des finances a tenues dans tout le pays, j'ai posé la même question à des témoins de chacune des provinces. Voici certaines des réponses que j'ai eues.